

Maître d'Ouvrage

VETAGRO SUP LEMPDES
1 avenue Claude Bourgelat
69280 - MARCY L'ETOILE



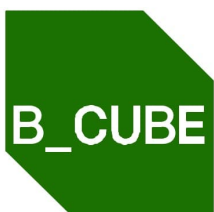
VetAgro Sup

Réhabilitation du bâtiment principal - VETAGRO SUP - LEMPDES

DCE

C.C.T.P.

Lot n°00 CAHIER DES PRESCRIPTIONS COMMUNES



ARCHITECTE

B_CUBE SARL d'architecture
65 rue Hénon
69004 - LYON
Tel : 04 78 39 30 04

ECONOMISTE

PROCOBAT
Immeuble WOOPA
10 avenue des Canuts
69120 - VAULX EN VELIN
Tél : 04 37 45 32 45



B.E.T. FLUIDES

B27
59 boulevard Marius Vivier-Merle
69003 - LYON
Tel : 09 70 07 00 74

B.E.T. STRUCTURE BETON

CETIS
3 rue de la Dombes
01700 - Neyron
Tel : 04 78 55 00 18

B.E.T. ACOUSTIQUE

Allegro Acoustique
Rue Colonel Quantin
21000 - DIJON
Tel : 06 95 24 75 12



Sommaire

CAHIER DES PRESCRIPTIONS COMMUNES	3
1 GENERALITES	3
1 1 CONSISTANCE DES TRAVAUX	3
1 2 OBJET DU PRESENT CAHIER DE PRESCRIPTIONS COMMUNES	3
1 3 LISTE DES LOTS	3
2 DONNEES ET CONTRAINTES GENERALES	4
2.1 DONNEES ET CONTRAINTES LIEES AU SITE	4
2.1 1 Reconnaissance des lieux	4
2.1 2 Points de vigilance	4
2.1 3 Données climatiques	4
2.1 4 Données sismiques	4
2.1 5 Données géologiques, hydrologiques et géotechniques	5
2.1 6 Données acoustiques	5
2.1 7 Occupation des locaux	5
2.2 DONNEES ET CONTRAINTES LIEES A L'OUVRAGE	5
2.2 1 Catégorie de l'établissement	5
2.2 2 Résistance au feu	5
2.2 3 Locaux à risques particuliers	5
2.3 DISPOSITIONS VISANT A ASSURER LA CONFORMITE DE L'OUVRAGE	6
2.3.1 DISPOSITIONS GENERALES	6
2.3.1 1 Obligations de l'entrepreneur	6
2.3.1 2 Garanties et Assurances	6
2.3.1 3 Réglementation et documents normatifs	6
2.3.1 4 Respect du Planning DCE	7
2.3.1 5 Réglementation en matière d'amiante	7
2.3.1 6 Caractère global et forfaitaire du prix du marché	7
2.3.1 7 Sécurité et protection de la santé	7
2.3.2 DETAILS RELATIFS AUX LIMITES DE PRESTATIONS	7
2.3.2 1 Réservation, percements, saignées, rebouchages	7
2.3.2 2 Echafaudages - levages	8
2.3.2 3 Organigramme, clés et remise des clés	8
2.3.2 4 Calcul du Uw	8
2.3.3 DOCUMENTS A FOURNIR EN PHASE DE PREPARATION DE CHANTIER	8
2.3.3 1 Document et plans d'exécution, plan d'atelier et de chantier	8
2.3.3 2 Echantillons et prototypes - ouvrages témoins	9
2.3.3 3 Proposition de matériel	9
2.3.4 EN COURS D'EXECUTION ET EN VUE DE LA RECEPTION	9
2.3.4 1 Auto-contrôles	9
2.3.4 2 Essais et contrôles en vue de la réception	9
2.3.4 3 Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E)	10
3 ORGANISATION DU CHANTIER	11
3.1 INSTALLATIONS PROVISOIRES	11
3.1 1 Visite contradictoire d'état des lieux	11
3.1 2 Protection des ouvrages	11
3.1 3 Fermeture provisoire des bâtiments	11
3.2 NETTOYAGE	11
3.2 1 Nettoyage en cours de chantier	11
3.2 2 Nettoyage de fin de chantier et livraison	11
3.3 GESTION DU COMPTE PRORATA ET REPARTITIONS DES DEPENSES COMMUNES	12
3.3 1 Compte prorata	12
3.4 GESTION DES DECHETS	12
3.4 1 Définitions	12
3.4 2 Textes de références	12
3.4 3 Catégories de déchets	12
3.4 4 Filières d'élimination de chaque catégorie de déchets	13
3.4 5 Obligations	13
3.4 6 Implication des partenaires	13

Sommaire

3.4 7 Déchets de chantier et chantier à faibles nuisances	14
3.4 8 Procédures sur le présent chantier	14
3.4 9 Responsabilité de l'entreprise	14

CAHIER DES PRESCRIPTIONS COMMUNES

1 GENERALITES

1 1 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le présent cahier règle les conditions particulières d'exécution des travaux en vue de la réalisation du projet :

Réhabilitation du bâtiment principal - VETAGRO SUP - LEMPDES

pour le compte de :

VETAGRO SUP LEMPDES

1 2 OBJET DU PRESENT CAHIER DE PRESCRIPTIONS COMMUNES

Le présent C.P.C. est applicable à tous les Corps d'état.

Il mentionne les prescriptions communes à tous les lots et qui ne soient d'ordre ni administratif (se référer au CCAP), ni d'hygiène et de sécurité (se référer au PGCSPS), en complément des C.C.T.P. (Cahier des Clauses Techniques Particulières) de chaque lot, lesquels prévalent en cas de contradiction.

1 3 LISTE DES LOTS

Lot n°00 CAHIER DES PRESCRIPTIONS COMMUNES

Lot n°01 MODULES PREBABRIQUES

Lot n°02 DESAMIANTEGE

Lot n°03 DECONSTRUCTION - FONDATIONS - GROS OEUVRE - CHARPENTE METALLIQUE - FACADES

Lot n°04 MURS A OSSATURE BOIS - BARDAGE BOIS

Lot n°05 MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM - OCCULTATIONS

Lot n°06 MENUISERIES INTERIEURES BOIS - AGENCEMENT

Lot n°07 CLOISONS - DOUBLAGES - PLAFONDS - PEINTURE NETTOYAGE

Lot n°08 SOLS DURS - SOLS SOUPLES

Lot n°09 CVC PLOMBERIE SANITAIRES

Lot n°10 ELECTRICITE CFO/CFa

2 DONNEES ET CONTRAINTES GENERALES

2.1 DONNEES ET CONTRAINTES LIEES AU SITE

2.1 1 Reconnaissance des lieux

Les entreprises devront avoir effectué sur place toutes reconnaissances des lieux nécessaires à leurs études, avoir apprécié toutes les difficultés qu'elles pourraient rencontrer du fait de la configuration de l'ouvrage, de ses servitudes ou de sa composition.
Elles prendront connaissance de la configuration du site et du bâti afin d'apprécier parfaitement les difficultés d'accès et d'organisation du chantier.

Les dispositions de reconnaissance des lieux sont stipulées au Règlement de Consultation.

2.1 2 Points de vigilance

Fibre :

L'attention des entreprises est portée sur la présence d'une fibre en fonctionnement sur le site.

Toutes les précautions seront prises pour la protéger durant les travaux.

En cas de dégradation, obligation est faite de la remettre en état dans l'heure. Les frais seront évidemment supportés par les entreprises responsables, **et les pénalités prévues au marché seront appliquées (Article 7.1.5 du C.C.A.P. « autres pénalités »)**

Panneaux photovoltaïques :

Des panneaux photovoltaïques seront installés avant réalisation de la CTA et des travaux en toiture, de la même façon toutes les précautions devront être prises pour protéger ces panneaux.

Un constat d'huissier sera établi avant le démarrage des travaux afin de définir l'état initial des installations.

Les entreprises devront prendre toutes dispositions nécessaires pour assurer la protection des panneaux photovoltaïques et de leurs équipements annexes pendant toute la durée du chantier.

Toute dégradation, détérioration ou dysfonctionnement constaté après l'établissement du constat initial sera réputé imputable aux entreprises intervenant sur le chantier.

Les réparations ou remplacements seront intégralement à la charge de l'entreprise responsable, y compris les frais annexes. L'entreprise devra, le cas échéant, déclarer le sinistre auprès de son assurance et en justifier auprès du Maître d'Ouvrage.

À défaut d'identification du responsable ou en cas de carence d'intervention, les frais correspondants pourront être imputés au compte prorata.

2.1 3 Données climatiques

- Site :

Altitude moyenne du terrain : 334 m NGF

- Vent :

Zone 2 ;

$v_{b,0} = 24$ m/s (valeur de base de la vitesse de référence) ;

Rugosité : IIIA.

- Neige :

Région A2 ;

$S_k = 45$ daN/m² (charge caractéristique de la neige sur le sol) ;

$\Delta S_1 = 13$ daN/m² ;

La toiture de l'extension créée devra prendre en compte les accumulations de neiges conformément au paragraphe 5.3 d'EC1

2.1 4 Données sismiques

- Sismique : Les règles de construction de ce bâtiment prennent en compte les règles parasismiques, EUROCODE 8, zonage selon décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010. Spectre réglementaire NF EN 1998-1 et éléments géotechniques :

- Zone de sismicité 3 ;

18 février 2026

...Suite de "2.1 4 Données sismiques..."

- Catégorie d'importance III ;
- Classe de sol B ;

Se reporter à la Notice Structure du BET CETIS

2.1 5 Données géologiques, hydrologiques et géotechniques

Les travaux de reconnaissance et d'étude des sols ont fait l'objet d'une campagne de sondages.

Rapport géotechnique

G2-AVP de Alpha BTP dossier A25.11.259.a/A du 15/07/2025

G2-PRO A25.11.497.a-A-REHAB. BATIMENT PRINCIPAL CAMPUS AGRONOMIQUE DE VETAGRO LEMPDES-

A noter également la réalisation d'un Rapport de reconnaissance structurelles, dossier AXI 5259 de la société Axiolis en date du 30/07/2025

2.1 6 Données acoustiques

Le MOE a réalisé une étude acoustique pour ce projet, elle est présentée dans le DCE.

Notice acoustique PRO - ALLEGRO ACOUSTIQUE

Toutes les entreprises en prendront connaissance et intégreront les préconisations qui les concernent.

2.1 7 Occupation des locaux

L'ensemble des travaux sera réalisé en site occupé. L'entreprise prendra en compte le phasage et le planning des travaux respectant l'occupation des lieux.

2.2 DONNEES ET CONTRAINTES LIEES A L'OUVRAGE

Les entreprises devront prendre en compte dans leurs offres les éléments du RICT du bureau de contrôle.

2.2 1 Catégorie de l'établissement

L'ensemble des constructions et locaux décrits dans ce programme sont considérés comme relevant du Code du Travail pour les zones dédiées aux personnels et de l'ERP pour les espaces à destination des étudiants.

Classement de l'établissement ERP « BATIMENTS A et B CENTRAL + C CDI »

Type principal :

R : Établissements d'enseignement

Type secondaire : W

Catégorie : 3 ème

Effectif : 620 (452 public + 168 personnel)

2.2 2 Résistance au feu

Sauf dispositions contraires stipulées aux CCTP ou sur les plans ou notices, les ouvrages seront par défaut de la résistance au feu suivante :

Dans le cadre du projet, il est prévu :

- la création d'un plancher collaborant, dalle haute du RDC de l'extension de l'aile sud. Ce plancher sera CF 1/2H
- la création d'une dalle BA CF 1/2H, dalle haute du RDC dans la zone nord-ouest du bâtiment (ancien amphithéâtre Paran démoli dans le cadre du projet).

la charpente métallique existante ne sera pas visible depuis l'intérieur des locaux, mais sera protégée par une plaque de plâtre CF 1/2H. Aucune traversée ne sera réalisée dans cet écran. La longueur maximale de cet écran sera de 25 m (< 30m).

Les cloisons en plaque de plâtre CF 1/2H montent jusqu'à la plaque de plâtre CF 1/2H. Les locaux séparés par ces cloisons font moins de 300m². Les portes dans ces cloisons sont PF 1/2H.

2.2 3 Locaux à risques particuliers

Sans modification dans le cadre du projet

Le local Rangement créé en RdC aile Nord est considéré à risques moyens, il sera conforme à l'article CO28.

Le plafond sera CF 1/2H (cf. § CO12)

2.3 DISPOSITIONS VISANT A ASSURER LA CONFORMITE DE L'OUVRAGE

2.3.1 DISPOSITIONS GENERALES

2.3.1 1 Obligations de l'entrepreneur

L'entrepreneur a le devoir de s'informer sur la destination des ouvrages qui lui sont commandés.

Il prendra connaissance de toutes les pièces du projet.

L'entrepreneur devra signaler via la plate-forme de dématérialisation du Maître d'Ouvrage durant la période de consultation tous les oublis ou omissions flagrantes qu'il aurait normalement constatés à la lecture des documents tant sur les plans que dans les CCTP et DPGF dans les conditions fixées au règlement de consultation. Une réponse écrite lui aura été adressée avec copie aux autres entreprises consultées avant la remise de son offre, dans les conditions fixées au règlement de consultation.

Après remise de la proposition, il n'est plus admis de réclamation fondée sur l'ignorance de la nature et de l'étendue des travaux propres à chaque corps d'état, de leurs répercussions entre eux et de leurs liaisons indispensables. Si l'entrepreneur estime que l'ouvrage qui lui est demandé est d'une construction insuffisante pour sa destination, il devra, avant toute exécution, informer le Maître d'Ouvrage dans le cadre de sa réponse à la consultation sous forme de mémoire à joindre à son offre.

Par la suite, il ne pourra invoquer son ignorance pour éluder certains travaux indispensables à une réalisation parfaite et complète.

L'entrepreneur sera seul juge des mesures à prendre et des moyens à mettre en œuvre pour mener à bien les travaux qui lui sont confiés.

2.3.1 2 Garanties et Assurances

Les entrepreneurs sont tenus, conformément aux articles 1792 et suivants du code civil, reproduits aux articles L. 111-13 à L. 111-17, L. 111-20-1 et L. 111-20-2, par leur responsabilité de constructeur d'offrir les garanties obligatoires :

- Garantie de parfait achèvement
- Garanties décennale.

La garantie de parfait achèvement, GPA, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

La date de réception avec ou sans réserve constitue l'origine des garanties obligatoires

2.3.1 3 Réglementation et documents normatifs

Le présent cahier est énonciatif et non limitatif, c'est à dire que tous les travaux devront comporter toutes les perfections nécessaires qui pourraient être omises dans une description ou sur un plan et être exécutés suivant toutes les règles de l'art.

Les caractéristiques de dimensions, de forme, de qualité, et de mise en œuvre des matériaux employés, seront, ainsi que les conditions de réception des ouvrages, conformes en ce qui concerne, en sus du C.C.T.P du lot et du présent cahier :

- Aux recueils des documents techniques unifiés (D.T.U.)
- Aux recueils des règles de calculs D.T.U.
- Aux cahiers du C.S.T.B. (lorsque le D.T.U. correspondant n'aura pas été publié)
- Au REEF (Recueil des Eléments Utiles à l'Etablissement et à l'Exécution des projets et marchés de Bâtiment)
- Aux avis techniques en vigueur
- Aux normes Françaises et Européennes
- Aux spécifications de l'A.D.E.T.S.
- Au label N.F. V.P.
- Aux Euronormes
- Aux normes AFNOR, UTE, USE
- Aux règles professionnelles
- A la RT 2012 (Réglementation Thermique 2012)
- La NRA (Nouvelle Réglementation Acoustique)
- Aux lois, Décrets et arrêtés en vigueur, en particulier Economie d'énergie, handicapés
- A la réglementation incendie dans les E.R.P. / bâtiments d'habitation
- A tous les arrêtés, décrets, etc.... concernant la sécurité, la protection et la santé dans le bâtiment et les travaux publics
- Aux règlements nationaux de construction
- Au code de l'urbanisme, code de la construction et de l'habitation
- Au code du travail, y compris décrets et arrêtés relatifs
- Aux dispositions légales réglementaires applicables pour accueillir des personnes à mobilité réduite

2.3.1 4 Respect du Planning DCE

Les entreprises devront impérativement respecter le planning joint DCE et tout particulièrement les dates jalons.

2.3.1 5 Réglementation en matière d'amiante

L'attention des entreprises est attirée sur la présence d'amiante sur le site.

Deux Rapports de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux ont été établis par DEKRA :

AMITRAV-E7277118-2501 du 24/06/25

AMIDTA-E3540972-2301 24/10/23

Les travaux de tous les lots devront être réalisés dans le respect de la sous-section 4 du décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante : Dispositions particulières aux interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission, de fibres d'amiante.

2.3.1 6 Caractère global et forfaitaire du prix du marché

Le Marché étant à prix global et forfaitaire, l'Entrepreneur reconnaît avoir pris connaissance :

- De l'ensemble du dossier d'appel d'offres
- Des lieux sur lesquels seront réalisés les travaux définis au Marché, ainsi que leurs moyens d'accès

Il ne pourra en effet pas invoquer, après signature du Marché, la méconnaissance de l'environnement du chantier, ou des accès aux locaux, pour réclamer des suppléments au montant de sa soumission.

Certaines fournitures ou prestations, accessoires ou non, mais indispensables au complet achèvement des ouvrages, peuvent ne pas être explicitement décrites ou figurées, soit par omission, soit parce qu'elles sont considérées comme normalement dues selon les règles de l'art ou les usages de la profession. Elles peuvent aussi résulter des prescriptions de documents techniques ou réglementaires.

L'absence des indications précitées n'ouvre pas à l'Entrepreneur le droit de s'en prévaloir pour se soustraire à ses obligations de bonne exécution et de finition des ouvrages. Par ses connaissances professionnelles, il doit suppléer aux imprévus ou insuffisances éventuelles des documents descriptifs et il suffit qu'un travail soit indiqué ou décrit dans l'une seulement des pièces écrites ou graphiques du Marché, pour que son exécution en soit exigible sans restriction ni réserve.

Il reste entendu que seront compris dans le prix forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués au dossier fourni par le Maître d'œuvre, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'art et à la réalisation des divers locaux et dispositions indiquées dans les plans et C.C.T.P.

Le montant du prix global et forfaitaire est décomposé suivant un cadre qui est obligatoirement celui reprenant la présentation et la numérotation du C.C.T.P. établi par la Maîtrise d'œuvre, complété par l'Entrepreneur. Cette décomposition du prix global n'est pas un document contractuel. Elle servira de base au calcul du montant des situations et au règlement des travaux de l'Entrepreneur.

2.3.1 7 Sécurité et protection de la santé

En application de la loi, 93-1418 du 31 décembre 1993 sur la sécurité et la protection de la santé.

L'importance du chantier nécessite la mise en place d'un plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.).

Toutes les entreprises devront réaliser un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

Pendant toute la durée du chantier, l'Entrepreneur est tenu de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de son propre personnel, du personnel des autres entreprises travaillant sur le chantier, des tiers et des voisins.

Pour ce faire, il procédera à la mise en place de tous les dispositifs adéquats assurant la protection contre les chutes, les projections et la poussière.

2.3.2 DETAILS RELATIFS AUX LIMITES DE PRESTATIONS

Chaque C.C.T.P. précise les prestations dues par l'entrepreneur.

2.3.2 1 Réserve, percements, saignées, rebouchages

Les plans détaillés de demande de réservations seront fournis par les corps d'état demandeurs à l'entreprise de gros œuvre, dans les délais établis en phase de préparation de chantier et à respecter impérativement.

Les rebouchages et calfeutrement des réservations, après utilisation, seront exécutés à charge et aux frais :

18 février 2026

...Suite de "2.3.2 1 Réserve, percements, saignées, rebouchages..."

- du lot gros œuvre, dans le béton armé ou creux en maçonnerie d'épaisseur > à 10 cm fini et nécessitant un coffrage,
- du corps d'état demandeur, dans tous les autres ouvrages ou réservations ne nécessitant pas de coffrages ou réservations demandées par erreur, ou pour toutes réservations non utilisées et à obturer.

Les percements et saignées seront exécutés très soigneusement sans risque d'ébranler ou de compromettre la pérennité des ouvrages ou de leur revêtement.

Leurs dimensions seront celles strictement nécessaires.

Les saignées ne devront pas avoir une profondeur supérieure à la demi-épaisseur des cloisons minces ou pénétrer dans la paroi opposée des matériaux creux, et en tous cas se conformer aux prescriptions des fabricants.

Tous les rebouchages et calfeutrements devront correspondre aux matériaux et au stade d'exécution de la paroi au moment de l'intervention.

Les percements ou cloutages dans les poutrelles ou dalles précontraintes sont interdits. Ils devront faire l'objet d'une validation du BET Structure et du Bureau de Contrôle.

Dans le cas où les percements et rebouchages seraient mal exécutés, le Maître d'œuvre se réserve le droit de les faire reprendre par une autre entreprise, aux frais de l'entreprise défaillante, sans mise en demeure préalable.

En vue de la réalisation des scellements, le Maître d'œuvre et/ou le Bureau de Contrôle pourront demander à l'entreprise concernée d'établir une note de calcul.

2.3.2 2 Echafaudages - levages

Chaque entrepreneur doit, dans le cadre de son prix global et forfaitaire, tous les échafaudages nécessaires à l'ensemble de ses travaux, y compris vérification réglementaire, double transport, montage, location, dépose.

De la même façon, sont compris dans le prix global forfaitaire tous les moyens de levage nécessaires à ses travaux.

L'entrepreneur tiendra compte des indications mentionnées dans le P.G.C.S.P.S. pour la mise en commun des moyens.

2.3.2 3 Organigramme, clés et remise des clés

Organigramme :

Les entreprises des lots :

- . BMP,
- . menuiseries extérieures,
- . menuiserie intérieures,

sont concernés.

Elles devront respecter l'organigramme de VETAGRO ref : DORMA KABA K050310

2.3.2 4 Calcul du Uw

Les entreprises de Menuiseries extérieures et serrurerie, ainsi que tous les lots touchant à des ouvrages d'ouvertures extérieures, devront fournir le calcul du coefficient Uw.

2.3.3 DOCUMENTS A FOURNIR EN PHASE DE PREPARATION DE CHANTIER

2.3.3 1 Document et plans d'exécution, plan d'atelier et de chantier

Les documents d'exécution sont à la des entreprises sur la base des documents fournis lors de la consultation.

Toute entreprise ayant donné lieu par non observation du planning à une reprise des plans d'exécution supportera les frais de modification des plans (honoraires des maîtres d'ouvrage, maître d'œuvre, contrôleur technique et entreprises, ...).

Les documents de fabrication ou plans d'Atelier et de chantier sont également à la charge des entreprises ; ils incluent les détails de réservations, fabrication, préfabrication, notes de calculs précisant les interfaces avec les autres corps d'état tels qu'ils découlent des matériaux et matériels sélectionnés et des conditions réelles de mise en œuvre.

Se reporter au CCTP de chaque lot pour détail éventuel.

Tous ces documents seront établis par les entreprises sur la base des plans mis à jour par la Maîtrise d'œuvre lors de la signature des marchés.

Toute exécution prématurée, faute d'avoir en temps utile soumis les plans à l'approbation du Maître d'œuvre, s'effectuerait sous la seule responsabilité de l'entrepreneur, et les modifications qui pourraient lui être demandées seraient entièrement à sa charge, y compris les conséquences du retard sur le planning des travaux.

2.3.3 2 Echantillons et prototypes - ouvrages témoins

Les échantillons seront rassemblés dans un local approprié, fermant à clé, jusqu'à la réalisation complète des ouvrages considérés. Ils serviront de référence en cas de litige ou contestation.

Des pièces "témoins" et prototypes pourront être demandés par le Maître d'œuvre, notamment en ce qui concerne les ouvrages suivants (liste non exhaustive) : ...

2.3.3 3 Proposition de matériel

La description de certains matériaux ou produits dans le C.C.T.P. mentionne la définition de la qualité, la performance et l'esthétique exigée.

Les entreprises sont tenues de fournir tous les échantillons d'appareillage et de prototype, ainsi que la documentation technique complète sur les matériaux et matériels proposés faisant apparaître en particulier les caractéristiques techniques des matériaux, des appareils et matériels divers.

Le maître d'œuvre attire l'attention des entreprises sur les charges d'entretien ultérieures qui doivent être minimisées : les éléments doivent être le moins salissants possible, les revêtements lessivables, les éléments de construction qui seront difficiles d'accès ne devront nécessiter aucun entretien, etc.

2.3.4 EN COURS D'EXECUTION ET EN VUE DE LA RECEPTION

En cours d'exécution ou en vue de la réception, l'entrepreneur fournira à la Maîtrise d'œuvre et/ou au Bureau de Contrôle tous documents utiles pour qu'ils mènent à bien leurs missions.

2.3.4 1 Auto-contrôles

Les entreprises doivent dans le cadre de leur responsabilité assurer leur propre autocontrôle, ce qui inclut entre autres :

- Des essais de conformité et de fonctionnement
- La transmission systématique des comptes-rendus exhaustifs des essais, tant au Maître d'œuvre qu'au Bureau de contrôle--> selon CCTP

La procédure suivante est à appliquer aux matériaux et équipements, ainsi qu'aux modes d'exécution et de montage :

- Identification de chaque matériau ou équipement sur une fiche d'auto-contrôle numérotée, comportant les champs suivants :
 - . Le mode d'exécution de l'ouvrage
 - . Les précautions à prendre (compléments éventuels au P.P.S.P.S.)
 - . L'objectif qualitatif recherché
 - . Les tolérances à respecter
 - . Les contrôles à effectuer
- Avant le début de la tâche concernée, le conducteur de travaux remplit la fiche d'auto-contrôle en concertation avec les chefs d'équipes ou compagnons concernés.
- Les fiches remplies et faisant apparaître l'auto-contrôle sont regroupées dans un classeur spécifique à disposition du Maître d'œuvre et du Contrôleur technique.
- Le classeur sera joint en finalité au D.O.E.

2.3.4 2 Essais et contrôles en vue de la réception

Lorsque le Maître d'œuvre vérifiera, par sondages, les ouvrages réalisés par l'entrepreneur, celui-ci mettra à la disposition du Maître d'œuvre le personnel et les appareils de mesures nécessaires aux différentes vérifications.

Le Maître d'œuvre, ou son représentant qualifié, pourra demander, s'il le juge utile, de nouveaux essais et restera seul juge de l'acceptation de l'ouvrage concerné, sans que pour autant la responsabilité de l'entreprise soit atténuée.

Avant la réception définitive et remise de l'installation au Maître d'ouvrage, les entreprises concernées devront procéder aux essais et vérifications de fonctionnement des installations, conformément aux dispositions figurant dans les documents techniques de l'AQC.

Les essais des installations techniques des bâtiments réalisés, avant réception, font l'objet d'attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence qualité construction (AQC)

Cette prestation comporte :

- l'objectif et la nature des essais de fonctionnement
- le mode d'emploi et l'enregistrement des essais
- les appareils de mesure nécessaires
- la description des essais

- Les installations concernées sont les suivantes :

18 février 2026

...Suite de "2.3.4 2 Essais et contrôles en vue de la réception..."

- . AS : Ascenseurs, Ascenseurs de charge
- . CA : Conditionnement d'air
- . VM : Ventilation mécanique
- . CH : Chauffage
- . AT : Réseaux de distribution collective et radiodiffusion
- . EL : Installations électriques
- . PB : Plomberie sanitaire

2.3.4 3 Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E)

L'entrepreneur devra remettre au Maître d'œuvre, en deux phases, le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E) en trois (1) exemplaires + 1 exemplaire reproductible sous forme de Clé USB.

Première phase, au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux :

- Les spécifications de pose
- Les notices de fonctionnement
- Les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre
- Les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements
- Les constats d'évacuation des déchets

Deuxième phase, dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux :

- Plans conformes à l'exécution :
 - . Plans du gros œuvre et du génie civil
 - . Plans des réseaux intérieurs
- Plans d'atlas :
 - . Plans de bâtiments
 - . Ouvrages de génie civil
- Plans de récolements et de topographie
- Nomenclature des équipements
- Dossier de sécurité incendie
- Diagnostics, sondages et études diverses
- Notes de calcul
- Essais de fonctionnement
- Carnet sanitaire des réseaux et installations d'eau potable
- Synthèse d'étude thermique
- Notice complémentaire de maintenance
- Plan de formation
- Dossier de Garanties de l'Ouvrage

3 ORGANISATION DU CHANTIER

3.1 INSTALLATIONS PROVISOIRES

3.1 1 Visite contradictoire d'état des lieux

Au préalable du démarrage de chacune des phases de travaux, une visite contradictoire d'état des lieux sera réalisée entre le maître d'ouvrage et les entreprises, en présence du maître d'œuvre. Celui-ci réalisera un reportage photographique de l'état des lieux qui, en cas de nécessité, fera ultérieurement référence pour l'ensemble des parties.

3.1 2 Protection des ouvrages

L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions et mettre en place toutes les protections nécessaires pour éviter que les ouvrages réalisés par un autre corps d'état soient détériorés à la suite de ses interventions.

L'entrepreneur est responsable jusqu'à la réception de la protection de ces propres ouvrages. A cet effet, il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toutes dégradations. Au cas où il en serait constaté, il devrait remettre en état entièrement à ses frais, et sans pouvoir prétendre à une indemnité, les ouvrages détériorés. Il est chargé du gardiennage de ses installations, ainsi que des matériels entreposés sur le chantier.

3.1 3 Fermeture provisoire des bâtiments

Les fermetures provisoires des bâtiments seront réalisées aux frais de toutes les entreprises concernées comme défini au 1er alinéa du paragraphe précédent « chauffage du chantier ».

Ces fermetures seront réalisées, en concertation avec les entreprises et si besoin par arbitrage de la Maître d'œuvre et de l'O.P.C., par :

- l'entreprise d'étanchéité en toiture
- l'entreprise de gros-œuvre en façade
- l'entreprise de façade dans le cas de mise en œuvre de façade rideau provisoire avec bâche ou contreplaqué

Les portes provisoires ainsi que les clés et canons provisoires seront fournis par l'entreprise de gros-œuvre ou d'étanchéité ayant mis les fermetures provisoires en œuvre, ou par les entreprises des lots désignés s'il s'agit d'ouvrages définitifs.

Un exemplaire sera fourni à la maîtrise d'œuvre, un à la Maîtrise d'ouvrage et un exemplaire également à l'OPC.

3.2 NETTOYAGE

3.2 1 Nettoyage en cours de chantier

Après chaque intervention et, au plus tard en fin de journée, l'entreprise ayant terminé une tâche devra assurer avec le plus grand soin un nettoyage fin dans les locaux où elle est intervenue, y compris enlèvement des déchets jusqu'aux bennes.

Au cas où elle n'aurait pas procédé au nettoyage du chantier et à l'évacuation des gravois, ces prestations seraient confiées à une autre entreprise aux frais de l'entreprise défaillante, sur décision du Maître d'œuvre.

Si l'entreprise ou les entreprises défaillantes ne peuvent être identifiées, le nettoyage s'effectuera aux frais de l'ensemble des entreprises, soit suivant un pourcentage défini par le maître d'œuvre, soit au prorata du montant de marché.

Les mobiliers existants dans les bâtiments à réhabiliter, seront déplacés et/ou déménagés par le maître d'ouvrage.

Si certains mobiliers restent en place, l'entreprise gestionnaire du compte prorata devra mettre en place les protections provisoires nécessaires. Les frais seront à intégrer au compte prorata.

3.2 2 Nettoyage de fin de chantier et livraison

Le nettoyage de fin de chantier est réalisé aux frais et à la charge de l'entreprise du lot peinture, sur les ouvrages suivants :

- lavage des vitres extérieures et intérieures,
- époussetage des murs et menuiseries,
- aspiration des poussières sur revêtements sols et murs,
- aspiration de la charpente métallique et/ou bois,
- lavage des portes stratifiées,
- lavage des revêtements en faïence, en grès cérame,
- lavage des appareils sanitaires,
- lavage des sols à revêtement grès, sols PVC ou linoléum,
- sur sols intérieurs finis béton, lavage des sols par auto laveuse.

Tous les produits utilisés devront être appropriés, non agressifs et choisis en fonction des différentes matières mises en œuvre suivant leur notice propre.

Les ouvrages non cités ci-dessus devront le cas échéant être nettoyés par les entreprises les ayant réalisés.

18 février 2026

...Suite de "3.2.2 Nettoyage de fin de chantier et livraison..."

Le nettoyage sera réalisé en deux temps :

- . en vue des Visites et Opérations Préalables à la Réception : nettoyage des parois, appareils sanitaires, vitres, et pré-nettoyage du sol par aspiration et nettoyage humide poussé pour les revêtements qui le permettent
- . en vue de la remise de l'Ouvrage : nettoyage humide du sol pour les revêtements le permettant, et aspiration pour les autres revêtements, en vue d'éliminer les traces de pas et poussières qui pourraient souiller le sol suite aux visites de réception des locaux.

3.3 GESTION DU COMPTE PRORATA ET REPARTITIONS DES DEPENSES COMMUNES

3.3.1 Compte prorata

Une convention inter-entreprise sera mise en place par les entreprises permettant de définir l'imputation des diverses dépenses communes de l'ensemble des entreprises sur le chantier telles que (Liste non exhaustive) :

- Quittances d'eau, d'électricité et de téléphone
- Bennes de chantier
- Dispositifs concernant la sécurité des ouvriers
- Consommations diverses
- Dépenses d'entretien, d'investissement et de fonctionnement.
- Dépense de location, d'entretien et de fonctionnement des installations communes et des bureaux de chantier.
- Remplacement et réparations des fournitures et ouvrages détériorés.

Les entrepreneurs devront prendre en considération dans leur offre, le coût de ce compte, qui sera réparti entre les entreprises proportionnellement au montant de leurs marchés initiaux.

La gestion de ce compte sera assurée par l'entrepreneur principal du lot GROS OEUVRE, sous contrôle du comité de gestion, élu en début de chantier.

Pour ce qui concerne la répartition des dépenses dites communes, l'action du Maître d'Oeuvre sera limitée au rôle d'amiable compositeur qu'il pourra jouer dans le cas où les répartitions financières conduiraient à des différends entre les entrepreneurs, si ces derniers lui demandent d'émettre un avis destiné à faciliter le règlement de ces différends.

Une convention de compte prorata sera obligatoirement signée par toutes les entreprises et en fin de chantier, chacune d'elles devra présenter le quitus de sa participation au compte prorata.

3.4 GESTION DES DECHETS

3.4.1 Définitions

Un déchet est un bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.

Un déchet ultime est un déchet qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment.

Suivant la loi 92-646 du 13 juillet 1992, à partir du 1er juillet 2002, seuls les déchets ultimes pourront être mis en centre de stockage.

Dans le cadre de la démarche de Haute Qualité Environnementale, la charte de chantier propre jointe au dossier de consultation définit d'une part les modalités de gestion des déchets, et d'autre part, les autres dispositions que tous les intervenants doivent respecter pour réduire les nuisances : bruit, propreté...

Toutes les entreprises et leurs sous-traitants devront impérativement prendre connaissance de la charte et la signer ; les informations relatives à cette charte devront être transmises aux compagnons. Des pénalités sont appliquées en cas de non respect.

3.4.2 Textes de références

- Circulaire du 15 février 2000 (relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du BTP)
- Recommandation n°T2-2000 aux maîtres d'ouvrages publics (relative à la gestion des déchets de chantier du bâtiment)
- Norme NFP 03-001 de décembre 2000 (pour les marchés privés, Article 16 Meilleure prise en compte des déchets de chantier)

3.4.3 Catégories de déchets

- Les déchets dangereux (DD) : ils s'agit des déchets qui présentent une ou plusieurs des 15 propriétés de danger définies au niveau européen : inflammables, toxiques, dangereux pour l'environnement... Les déchets dangereux font l'objet de règles de gestion particulières en raison des risques particuliers d'impact environnemental et sanitaire associés à leur manipulation.
- Les déchets non dangereux (DND) : il s'agit de déchets qui ne présentent aucune des 15 propriétés de danger définies au niveau européen. Les règles de gestion sont plus souples que pour les déchets dangereux. Il s'agit par exemple de biodéchets, de déchets de verre ou de plastique, de bois, etc.
- Les déchets non dangereux inertes (DNDI) : parmi les déchets non dangereux, ce sont des déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas, ne produisent aucune

18 février 2026

...Suite de "3.4 3 Catégories de déchets..."

réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas les matières avec lesquelles ils entrent en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine. Il s'agit en majorité de déchets provenant du secteur du bâtiment et des travaux publics (déchets de béton, de briques, de tuiles, etc.).

3.4 4 Filières d'élimination de chaque catégorie de déchets

D.I.

Traitement : sans objet
Tri : obligatoire
Valorisation : si non ultimes
Incinération : sans objet
Stockage : si ultimes, classe III

D.I.S.

Traitement : obligatoire
Tri : sans objet
Valorisation : sans objet
Incinération : sans objet
Stockage : après traitement si ultimes, classe I

EMB.

Traitement : sans objet
Tri : sans objet
Valorisation : obligatoire
Incinération : sans objet
Stockage : sans objet

D.I.B.

Traitement : sans objet
Tri : obligatoire
Valorisation : si valorisable*
Incinération : si combustible*
Stockage : si ultimes, classe II

* Les D.I.B. et les emballages seront valorisés chaque fois que cela sera possible, à savoir:

- Tous les équipements réutilisables: portes automatiques, cloisons amovibles, mur mobile, cloisons basses et mobilier de rangement, appareils d'éclairage...
- Tous les matériaux pouvant faire l'objet d'une valorisation de leur matière: vitrage, aluminium, bois, ferrailles, cartons, emballages en plastique, plâtre...

Les centres de stockage ne sont autorisés à accueillir que des déchets ultimes.

3.4 5 Obligations

- "Toute personne qui produit ou détient des déchets [...] est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination conformément aux dispositions de la présente loi, dans des conditions propres à éviter lesdits effets" (Loi du 15/07/1975, art. 2).
- Toute personne ayant détenu, produit ou transporté des déchets est responsable des éventuels dommages causés du fait de leur élimination.
- Les dépenses d'analyse et d'expertise nécessaires à l'application de la loi sont à la charge du détenteur, du transporteur, du producteur, de l'éliminateur, de l'exportateur ou de l'importateur, selon le cas.
- Toute personne qui remet ou fait remettre des déchets à tout autre que l'exploitant d'un centre de stockage agréé est solidairement responsable avec lui des dommages causés par ces déchets.
- Le producteur, détenteur ou transporteur de déchets est tenu :
 - . d'en faire assurer l'élimination,
 - . de fournir les informations concernant l'origine, la nature, les caractéristiques, les quantités, la destination et les modalités d'élimination de ces déchets,
 - . de se soumettre à autorisation ou à déclaration selon le type de déchets.

3.4 6 Implication des partenaires

- Le Maître de l'Ouvrage et l'Entrepreneur sont impliqués dans le processus d'élimination des déchets par le fait d'en détenir et/ou en produire.
- La définition du détenteur et/ou du producteur dépend :
 - . des stipulations du contrat qui les lie,

18 février 2026

...Suite de "3.4 6 Implication des partenaires..."

- . de la nature du déchet, selon que celle-ci est susceptible ou non d'être connue et appréciée des parties,
- . des interventions éventuellement réalisées par l'une des deux parties à l'insu de l'autre.

3.4 7 Déchets de chantier et chantier à faibles nuisances

Charte chantier à faibles nuisances :

Dans le cadre de la démarche environnementale du projet, il est mis en place une charte de chantier à faibles nuisances (voir « Charte chantier ») que l'entreprise devra signer et respecter.

Plan de gestion des déchets de chantier :

Concernant la gestion des déchets de chantier, et l'optimisation du tri et de la valorisation, il est demandé à l'entreprise de fournir un plan de gestion des déchets de chantier, d'identifier et de quantifier ces déchets par filière, et de préciser les moyens mis à disposition des compagnons pour faciliter l'ergonomie du tri.

3.4 8 Procédures sur le présent chantier

Chaque entreprise se doit de procéder au tri de ses déchets de construction ou de déconstruction et doit se charger de les évacuer par ses propres moyens.

Chaque entreprise pourra mettre en place à cet effet ses bennes de chantier dans un lieu de stockage provisoire du chantier prévu à cet effet, en entente avec le Maître d'œuvre et le coordonnateur S.P.S..

Les charges financières correspondant à l'enlèvement et au transport des bennes sur les sites susceptibles de recevoir les déchets (plate-forme de tri, centre de stockage de classe 1/2 ou 3) sont et restent à la charge de chaque entreprise et doivent être incluses impérativement dans leur offre de prix.

En cours de chantier, une trace écrite concernant l'élimination de tous les déchets sera conservée.

Un bordereau type sera proposé aux entreprises par le maître d'œuvre ; ce dernier sera à compléter par chaque intervenant concerné, et à diffuser selon les explications.

3.4 9 Responsabilité de l'entreprise

Chaque entreprise devra :

- Désigner parmi son personnel un agent "déchets" chargé d'assurer le contrôle de la bonne exécution du tri
- Assurer la propreté des zones d'entreposage des déchets

Il est précisé que l'intervention s'entend pour toute la durée du chantier.